Histoire belge : les étudiants pourront tricher aux examens… pour soutenir les Palestiniens

écrit par Christine Tasin | 29 mai 2024

Les universitaires belges ont organisé des blocus pour dénoncer les actions d'Israël qu'ils jugent «contraires au droit international». [DAVID PINTENS / Belga / AFP]

Une seule réponse possible de l’institution : dehors ! Non ?

Dans un pays normal, avec des gens normaux, évidemment.

Des profs qui font de la politique en cours, qui annoncent clairement qu’ils vont porter délibérément en cours *«pin’s, des autocollants ou des keffiehs»,* c’est déjà une faute grave qui amener à les mettre à la porte.

Des profs qui, cerise sur le gâteau, annoncent ouvertement qu’ils laisseront les étudiants tricher, faussant ainsi le système, les notations et surtout la valeur des diplômes obtenus, doivent assurément et fichus à la porte sans indemnité pour faute lourde et poursuivis au tribunal…

Le seul vrai et grand problème est qu’il est pratiquement sûr que ces déviants bénéficieront de l’impunité liée et au gauchisme et au militantisme pro-palestinien. Je ne parle pas d’antisémitisme mais il est évident que c’est l’une des composantes de l’affaire. A gerber, à avoir envie de faire la révolution.

En signe de soutien au peuple palestinien, des universitaires belges ont provoqué un nouveau tollé en choisissant de lancer une «grève de surveillance» qui autorise la tricherie lors des examens de fin d'année.

Une provocation de plus. En Belgique, des universitaires ont annoncé qu'ils ne dénonceront pas les étudiants pris en flagrant délit de triche lors des examens qui débuteront lundi. Cette action, médiatisée par le journal belge La Libre, vise à protester contre les «violations du droit international» par Israël et à soutenir les étudiants qui protestent contre la guerre menée par Israël contre l'organisation terroriste Hamas dans la bande de Gaza.

Les deux signataires du texte à l'origine de cette action, la chercheuse Kenza Amara Hammou et le doctorant Jouke Huijzer, ont expliqué qu'ils porteront des «pin's, des autocollants ou des keffiehs» dans les amphithéâtres et les salles d'examen et ont affirmé que vingt autres futurs surveillants ont déjà rejoint leur démarche.

des sanctions pas encore connues

Pour justifier leurs actions, les protestataires ont condamné les relations qu'entretiennent les universités belges «avec les institutions israéliennes malgré les violations des droits de l'homme, les crimes de guerre et les violations du droit international par le régime israélien». Ils ont également critiqué leur absence de position claire «en faveur de la situation palestinienne».

«Cela ne signifie pas que nous approuvions la tricherie», ont-ils affirmé. Mais «tant que nos recteurs continueront à ignorer les violations du droit international par les institutions israéliennes, nous ferons de même lorsque les étudiants enfreindront les règles», ont-ils poursuivi.

Cette action constitue le premier acte de «grève de la

surveillance» en Belgique. Les autorités académiques n'ont pas encore réagi concernant d'éventuelles sanctions contre ces universitaires ou les potentiels tricheurs pris sur le fait lors des prochaines sessions d'examens.

https://www.cnews.fr/monde/2024-05-28/belgique-en-soutien-aux-manifestations-pro-palestiniennes-des-universitaires